

Le tramway de Bâle étendu à Saint-Louis !

Les élus de l'agglomération trinationale de Bâle ont eu le plaisir d'inaugurer, le 10 décembre 2017, le tramway 3 reliant le centre de Bâle Ville (CH) à la gare de Saint-Louis (F). Avec ce tramway il devient possible de se rendre dans le centre-ville de Bâle en moins de 15 minutes depuis la gare de Saint-Louis. L'extension de 3,4 km de ligne nouvelle (0.8 km en Suisse et 2.6 km en France) a nécessité 29 mois de travaux. Elle marque l'aboutissement d'un projet pionnier rendu possible par la volonté collective des partenaires suisses et français d'inscrire la mobilité transfrontalière dans la réalité quotidienne des

habitants de l'agglomération trinationale de Bâle. Cette nouvelle infrastructure transfrontalière représente un investissement de 48 660 000 € cofinancé par l'Etat français, les collectivités territoriales françaises, l'Union Européenne, la Confédération Helvétique, le fonds pendulaire et la société de transport public bâloise (BVB). Cette inauguration a eu lieu deux années après l'inauguration du tramway transfrontalier numéro 8 entre Bâle ville (CH) et Weil am Rhein (D) et dix années après la réalisation de l'étude de faisabilité pilotée par l'association de l'Eurodistrict Trinational de Bâle. [Lire la suite de l'article.](#)



Le transfrontalier au cœur de la diplomatie franco-allemande

Répondant à la volonté d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel de signer en 2018 un nouveau Traité de l'Elysée, et à l'occasion de son 55^{ème} anniversaire, le Bundestag allemand et l'Assemblée Nationale française, réunis en session commune le 22 janvier, ont adopté une résolution invitant les deux gouvernements à renouveler ce traité pour "approfondir le partenariat franco-allemand" et "lancer une nouvelle dynamique". Les recommandations des parlementaires appellent les deux États à

"développer la coopération transfrontalière" et à "accroître les compétences des eurodistricts". Ainsi, sur les 26 sujets qu'ils souhaitent voir développer dans le nouveau texte, la coopération transfrontalière est particulièrement mise à l'honneur, dont la coopération des écoles, les transports de proximité, l'apprentissage de la langue, le soutien aux projets communs, etc. Le nouveau Traité devra ainsi "faciliter la vie des habitants des régions frontalières, en permettant à des eurodistricts transfrontaliers investis de

compétences accrues d'apporter des solutions novatrices dans les domaines de l'éducation, des prestations sociales, de l'emploi et de la sécurité." La résolution soutient également le projet de consultations citoyennes proposé par Emmanuel Macron, pour permettre à chacun de participer à la relance du projet européen. **La MOT propose que des consultations citoyennes transfrontalières soient mises en œuvre sur toutes les frontières** (si vous êtes intéressés, contactez la MOT). [Téléchargez la résolution.](#)

ÉVÉNEMENTS

Assemblée générale 2018 de la MOT

La 21^{ème} Assemblée générale de la MOT se tiendra les 22 et 23 mai 2018 à Nice, à l'invitation de la Métropole Nice Côte d'Azur, membre du réseau.

Les réunions des instances du réseau et de la Plateforme des techniciens seront complétées par une visite de terrain à la frontière franco-italo-monégasque.

Plus d'infos prochainement.

8^{ème} réunion du groupe de travail parlementaire (PE) sur le thème de l'enseignement supérieur et de la recherche, 28 février à Bruxelles

Castle Talks on Cross-Border Cooperation "Eastern borders: Do borders help to foster intercultural understanding?", 19-20 mars à Strasbourg

Conférence du Parlement européen "European Territorial Cooperation Post 2020", 27 mars à Bruxelles

Séminaire ESPON "Stratégies nationales et régionales de planification territoriale", 28 mars à Paris

[Tous les événements](#)

Mission sur la frontière Haiti-République dominicaine

La situation d'Haïti avec la République dominicaine est unique au monde : c'est le seul cas où la totalité de la superficie de deux États se trouve sur une seule et même île partagée. En 2016 et 2017, la MOT a été missionnée pour développer la coopération sur cette frontière atypique.



La frontière marque une zone de contact entre deux pays avec un important différentiel de développement économique.

Aujourd'hui, cette bande frontalière est considérée par les acteurs de part et d'autre comme une ressource potentielle, facteur de développement et de paix. Ce constat s'inscrit en Haïti dans un contexte de processus législatif de réorganisation territoriale, avec la montée en puissance des communes dans leur champ de compétences.

C'est dans ce cadre qu'était intervenue la MOT en mars 2016 à la demande du Ministère haïtien de l'Intérieur et des collectivités territoriales et de l'Ambassade de France en Haïti, pour mener sur le terrain une mission d'analyse et d'expertise sur les potentialités d'une coopération transfrontalière plus structurée et orientée

d'avoir une vision d'ensemble des besoins et des obstacles de toute nature, mais également de la réalité de ce potentiel. Sur la base d'un 1^{er} diagnostic de terrain et de nombreux entretiens avec des acteurs locaux et nationaux, la MOT avait élaboré une première proposition en juillet 2016 pour la mise en place d'un partenariat transfrontalier entre les deux États, ainsi qu'entre les collectivités frontalières.

Sur la base d'une situation politique et institutionnelle stabilisée côté haïtien, et à l'occasion des 2^{èmes} rencontres nationales de la coopération décentralisée franco-haïtienne, Olivier Denert, secrétaire général de la MOT, a effectué une 2^{ème} mission en Haïti en décembre 2017, ayant la responsabilité d'un side-event sur la coopération transfrontalière haïtiano-dominicaine. Ce séjour a été l'occasion de nombreux rendez-vous avec des acteurs

de niveau national haïtien. Il a également permis l'organisation d'un séminaire de dialogue et de co-construction des besoins de formation au transfrontalier, impliquant une quarantaine d'acteurs locaux et nationaux haïtiens et dominicains, qui s'est révélé être un moment inédit à la fois diplomatique et interculturel d'apprentissage, d'écoute de l'autre et de partage.

La mission s'est achevée par un déplacement côté dominicain. Il a été l'occasion de plusieurs rendez-vous avec les autorités centrales du pays confirmant leurs attentes à l'égard d'un développement transfrontalier de proximité et la structuration d'un processus co-construit avec Haïti, et d'une montée en puissance des savoir-faire transfrontaliers avec l'appui de la MOT au cours de missions d'assistance à venir.

Grand Est : étude sur les obstacles transfrontaliers

Le Conseil économique, social et environnemental (Ceser) du Grand Est a rendu public une étude portant sur la réduction des obstacles transfrontaliers dans la Région Grand Est. La contribution détaille les obstacles physiques à la libre circulation, les obstacles rencontrés par les agents économiques, et par les citoyens, "assujettis administratifs". L'étude propose des solutions comme "la création de liaisons ferroviaires transfrontalières directes", la mise en place de "procédures en ligne surmontant les différences administratives", "la promotion de l'alternance à l'étranger", ou encore "le droit à l'expérimentation". [Téléchargez l'étude.](#)

Rencontres franco-suisse de l'économie et de l'innovation

Les 1^{ères} "Rencontres franco-suisse de l'économie et de l'innovation en Auvergne-Rhône-Alpes" se sont déroulées à Lyon, le 15 janvier 2018.

Des témoignages de projets transfrontaliers étaient au programme, ainsi que des ateliers dans les domaines du numérique, des biotechs et medtechs, la formation, l'apprentissage, et naturellement la recherche et l'innovation. Partageant une langue, une culture et une histoire commune riche, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et les Cantons de Genève et de Vaud, auxquels il convient d'ajouter également le Valais, ont affirmé leur volonté de renforcer leurs échanges. Pour Laurent Wauquiez, Président d'Auvergne-Rhône-Alpes, les



quelques 600km de frontière avec la Suisse sont un "trait d'union qui doit permettre de créer une zone économique commune leader au niveau mondial, la Silicon vallée européenne de demain". [Plus d'infos](#)

* En partenariat avec les clusters et pôles de compétitivité, ainsi que le programme Interreg France-Suisse.

ACTUALITÉS DU RESEAU

DG REGIO : Appel à projets sur les obstacles transfrontaliers

L'initiative "b-solutions" est l'une des actions soutenue par la DG REGIO dans le cadre de la Communication "Stimuler la croissance et la cohésion des régions frontalières de l'Union européenne" de septembre 2017. **Un premier appel à projets pilotes vient d'être lancé sur le thème des obstacles transfrontaliers.** Son objectif est d'identifier et de promouvoir des méthodes durables pour résoudre les obstacles d'ordre juridique et/ou administratif rencontrés le long des frontières terrestres intérieures de l'UE. L'initiative s'étend sur une période de deux ans. **La date limite pour répondre à ce premier appel à projets est le 30 avril.**

www.b-solutionsproject.com
Plus d'infos sur le site DG REGIO

ACTUALITÉS EUROPE

Lancement de la plateforme "Boosting EU border regions"

La Commission européenne a lancé en janvier sa plateforme d'échanges interactive dédiée aux experts de la coopération transfrontalière : "Boosting EU border regions".

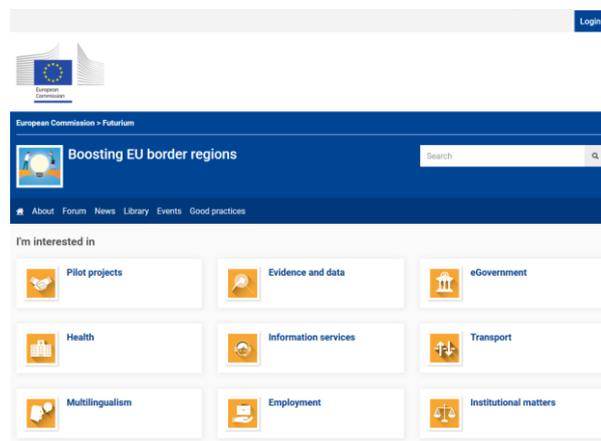
Le nouvel outil fait partie des mesures proposées par la Communication de la Commission adoptée en septembre 2017 "Stimuler la croissance et la cohésion des régions frontalières de l'Union européenne". Cette Communication met en lumière la manière dont l'Union européenne et ses États membres pourraient réduire la complexité, la longueur et le coût des interactions transfrontalières et encourager la mise en commun des services le long des frontières intérieures.

L'objectif de la nouvelle plateforme est d'échanger sur les enjeux et les obstacles auxquels font face les territoires frontaliers, ainsi que sur les solutions et bonnes pratiques à partager. Elle

doit également permettre de créer une communauté d'acteurs du transfrontalier à l'échelle européenne. Parmi les ressources proposées : un espace d'échanges libres, des actualités, une bibliothèque en ligne, des événements et des bonnes pratiques.

Le "Point focal transfrontalier" mis en place par la Communication sera un partenaire clé de ce nouveau dispositif, afin d'engager pleinement l'ensemble des parties prenantes.

La plateforme a été lancée lors d'une conférence "Boosting Growth and Cohesion in EU Border Regions" organisée par la DG REGIO et le Conseil nordique, en partenariat avec le Parlement



danois, à Copenhague le 16 janvier 2018. L'ensemble des présentations de la conférence sont en ligne : [cliquez ici](#). **Accédez à la plateforme.**

En complémentarité de cette démarche européenne, la MOT rappelle qu'elle a lancé son forum en ligne à l'automne dernier. Mis à la disposition de ses membres, l'outil permet, à l'échelle des frontières françaises, d'échanger les expériences et bonnes pratiques et de faire remonter les obstacles et besoins du terrain aux bons niveaux de résolution. Les résultats de ces échanges auront vocation à alimenter la plateforme européenne. Plus d'infos.

Quelle place pour le citoyen transfrontalier dans la construction européenne ?

Deux ateliers et un voyage d'études entre acteurs locaux ont été organisés sur ce thème sur les territoires de SaarMoselle et de Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale, dans le cadre de l'IHEDATE*. La restitution de ces travaux a eu lieu le 7 décembre 2017. Les auditeurs de l'IHEDATE y ont présenté leurs recommandations pour mieux impliquer les citoyens dans la coopération transfrontalière et améliorer la communication sur le transfrontalier et l'UE.



Téléchargez les restitutions : [SaarMoselle](#) et [Flandre-Dunkerque](#).

* Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe

Conférence internationale à Ottawa

Le réseau de recherche international, "Borders in globalization" (BIG), a organisé sa seconde conférence internationale à Ottawa, du 6 au 8 décembre 2017. Ce programme est l'occasion d'un dialogue entre différentes régions du monde (Europe, Amérique du nord, Afrique) sur le thème de la gestion des frontières. Et il permet d'associer chercheurs et décideurs politiques pour renforcer leur collaboration sur ce sujet. Jean Peyrony, directeur général de la MOT, a participé aux échanges. [Plus d'infos](#)

Consultation publique sur l'avenir de la politique de cohésion

En 2018, la Commission présentera des propositions pour le cadre financier pluriannuel applicable après 2020, qui constitue le budget à long terme de l'UE, et pour la prochaine génération de programmes. La consultation publique lancée jusqu'en mars fait partie de ce processus et vise à recueillir les avis de toutes les parties intéressées. [Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

▲ Brexit : les secteurs clefs pour les Hauts-de-France

20 Minutes, 2 janvier

"La 'task force' régionale mise en place suite au Brexit a identifié des secteurs clefs sur lesquels la région des Hauts de France aurait intérêt à se positionner pour bénéficier de façon positive des effets du Brexit : les secteurs financiers, l'automobile et les industries créatives."

▲ Seize mille jobs perdus parce que les Belges font leurs courses à l'étranger

La Libre Belgique, 30 janvier

"En 2016, le chiffre d'affaires dans le domaine alimentaire était en baisse en Belgique, alors que dans les pays voisins il est en hausse."

▲ A la frontière luxembourgeoise, le projet de zone franche divise

Les Echos, 21 décembre

"Une zone franche dans le Nord lorrain ? Le débat divise la classe politique locale. En mars dernier, Christian Eckert, ex-député de Longwy, alors secrétaire d'Etat au Budget, s'était engouffré dans la brèche ouverte par Bernard Cazeneuve dans les Hauts-de-France pour solliciter la création d'une zone à fiscalité favorable à la frontière franco-luxembourgeoise. Objectif : attirer de nouvelles entreprises pour ne pas 'rester des cités-dortoirs', dixit ses promoteurs."

▲ Les enfants de frontaliers privés de bourse d'étude

La Dernière Heure, 24 janv.

"Des frontaliers belges et leurs enfants, privés de la bourse d'étude luxembourgeoise, sont en colère."

▲ Un 'grand plan' pour préparer l'après-nucléaire à Fessenheim

Libération, 18 janvier

"En visite sur place, Sébastien Lecornu annoncera vendredi un accompagnement de l'Etat pour aider le Haut-Rhin à absorber le choc de la fermeture de la centrale. Les élus veulent une 'zone économique spéciale' pour développer énergies nouvelles [...]. La centrale de Fessenheim est aussi un sujet transfrontalier : Allemands et Suisses réclamaient de longue date sa fermeture. Et le gouvernement français aimerait bien les impliquer dans l'après'."

▲ Le long du Rhin, le premier campus européen

La Croix, 10 janvier

"Emmanuel Macron a proposé la création d'une vingtaine d' 'universités européennes' d'ici à 2024. Il s'inspire de l'initiative Eucor-Le campus européen, qui regroupe les universités de Bâle, Fribourg-en-Brigau, Karlsruhe, Strasbourg et Haute-Alsace."

▲ Premier accord transfrontalier franco-genevois pour la qualité de l'air

Actu-Environnement.com, 31 janvier

"Le Grand Genève vient de signer, avec ses partenaires français et suisses, le premier accord transfrontalier pour l'amélioration de la qualité de l'air, baptisé Pact'Air. L'objectif est ambitieux pour l'agglomération de plus d'un million d'habitants : -50% d'oxyde d'azote (NOx) et -18% de particules fines PM10 à l'horizon 2030."

▲ Monaco soutient la candidature des Alpes au patrimoine UNESCO

Monaco Matin, 31 janvier

"Monaco a signé, avec l'Italie, l'acte de candidature pour l'inscription des 'Alpes de la Méditerranée' au patrimoine mondial de l'UNESCO. La France s'est jointe à cette signature tripartite."

▲ L'UE accorde 578 millions d'euros à la ligne électrique entre la France et l'Espagne

Sud Ouest, 27 janvier

"L'Union européenne s'appête à investir 578 millions d'euros pour financer la construction d'une ligne électrique reliant la France et l'Espagne [...]. Longue de 370 kilomètres, la liaison reliera le poste de Cubnezais, une commune à quelques kilomètres du nord de Bordeaux, à celui de Gatika, près de la ville espagnole de Bilbao."

[Consultez tous les articles de presse*](#)

Réservé aux adhérents.

*La MOT met en ligne une centaine d'articles par mois sur la coopération transfrontalière.

La coopération transfrontalière en Europe : au-delà des cicatrices de l'Histoire

Ce numéro spécial de RECERC, revue électronique de l'Institut Franco-Catalan Transfrontalier, porte sur les aspects historiques et l'évolution de la coopération transfrontalière. Il se compose de trois parties : la première partie se penche sur la notion de la frontière comme "cicatrice de l'Histoire" et la fonction de la coopération transfrontalière comme contribuant à la réconciliation des peuples européens (avec une contribution de Jean Peyrony, directeur général de la MOT) ; la deuxième est consacrée à l'examen des questions identitaires dans les régions frontalières ; et la troisième porte sur la pratique de la coopération transfrontalière.

Consultez la revue : <http://recerc.eu/numeros/numero-1-special/>



Cette publication est disponible dans le portail documentaire de la MOT. Spécialisé sur la coopération transfrontalière, il propose près de 4000 références documentaires. [Plus d'infos](#)

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr
Directeur de publication :
Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.
Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter :
[@reseauMOT](https://twitter.com/reseauMOT)

